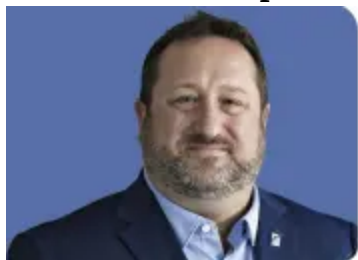


# Conjuguer ménopause et milieu de travail : un enjeu humain et social

Le Journal de Québec · 17 mai 2024 · 18 · Président et chef de la direction, Chambre de commerce et d'industrie de Québec (CCIQ)

Les 23 et 24 avril derniers se déroulait la seconde édition du congrès provincial Leadership au féminin. Cet événement a mis en lumière plusieurs sujets d'actualité à travers diverses conférences et divers panels.



Le panel qui a suscité le plus d'intérêt portait sur les conséquences économiques de la ménopause, évaluées à une perte de 237 millions \$ pour les employeurs.

Le sujet soulève des questions importantes : comment soutenir les femmes au travail durant cette période de transition ? Qu'est-ce que la périménopause et la ménopause ? Quel impact ces phases ont-elles sur la vie professionnelle des femmes ?

Ce qui m'a le plus marqué est le tabou autour de la ménopause au travail, soulignant les défis réels qui peuvent rendre le travail des femmes difficile et pénible.

Évidemment, je ne peux pas témoigner des difficultés réelles vécues par les femmes. Cependant, je crois important que, collectivement, on s'y attarde réellement.

Au-delà des impacts économiques, il y a là un important enjeu humain et social.

La stigmatisation et les tabous liés à la ménopause peuvent empêcher les femmes de chercher de l'aide ou d'exprimer leurs besoins.

## DES IMPACTS AU TRAVAIL

Les femmes rapportent que les symptômes de la ménopause, comme les bouffées de chaleur, les troubles du sommeil, la fatigue et les problèmes de concentration, peuvent sérieusement impacter leur performance et leur bien-être au travail.

De plus, le stress associé à la gestion de ces symptômes en milieu professionnel peut exacerber les effets de la ménopause, créant un cercle vicieux difficile à briser.

Baisse de productivité et absentéisme sont des conséquences potentielles de ce cycle.

Mais l'une des principales conséquences évoquées par les femmes est le manque de compréhension et de reconnaissance de la part des employeurs et des collègues.

La stigmatisation et les tabous liés à la ménopause peuvent empêcher les femmes de chercher de l'aide ou d'exprimer leurs besoins.

## L'IMPLICATION DES EMPLOYEURS

Dans notre société, où les femmes sont bien présentes sur le marché du travail, il faut s'assurer de considérer leurs besoins, à toutes les étapes de leur vie.

Les gestionnaires doivent s'assurer de développer une culture de travail plus inclusive. Reconnaître et adapter le milieu de travail pour les besoins des femmes en ménopause n'est pas seulement une question humaine, mais aussi de respect des droits et d'égalité des chances en emploi.

Les entreprises qui mettent en place des politiques de soutien, comme des environnements de travail flexibles, des formations sur la santé des femmes et des aménagements spécifiques, peuvent améliorer la fidélité et la satisfaction de leurs employées, tout en augmentant la diversité et l'inclusivité globale de leur main-d'oeuvre.

Ce que je retiens du panel de Leadership au féminin, c'est que la ménopause est une réalité qui chamboule la vie de nombreuses femmes actives et qui mérite une attention et une adaptation appropriées dans le milieu professionnel.

En reconnaissant et en soutenant ces femmes, les entreprises peuvent non seulement améliorer leur bien-être, mais également enrichir leur propre culture et efficacité organisationnelle. Nos milieux de travail doivent évoluer, et le tabou de la ménopause est certainement un des prochains que nous devons briser.

## «Onsefait avoir », lance le maire

### Il dénonce le prix de l'essence plus haut à Québec

Le Journal de Québec · 17 mai 2024 · 6 · STÉPHANIE MARTIN

Bruno Marchand constate qu'à Québec, « on se fait avoir » sur l'essence, qui est plus chère qu'ailleurs de 4 cents, en moyenne, mais refuse par ailleurs de fermer la porte à l'imposition d'une éventuelle taxe sur l'essence.



Bruno Marchand a rencontré les médias, hier, à l'hôtel de ville de Québec. PHOTO STEVENS-LEBLANC

Le rapport rendu public par le ministre de l'énergie Pierre Fitzgibbon a fait sursauter M. Marchand.

« Définitivement, à Québec, on se fait avoir », a lancé le maire de la capitale, en impromptu de presse.

« Quatre sous le litre de plus en 2023, pour une voiture qui consomme 50 litres par semaine, ça représente 100 \$ par voiture [par année]. Pour une famille qui a deux voitures, c'est 200 \$ de plus qu'à Montréal. Et à Montréal, il y a une taxe sur l'essence de 3 cents qui rapporte 80 millions \$. »

Il réclame des actions concrètes pour atténuer cet écart. Il n'est pas contre l'abolition d'un prix plancher, comme le recommande l'expert qui a rédigé le rapport, suggestion retenue par le ministre.

D'un autre côté, il ne veut pas s'engager à ne pas imposer de taxe sur l'essence. C'est un outil dont dispose la Ville, mais dont les maires ont toujours refusé de se servir jusqu'à maintenant.

Il dit avoir besoin de toutes les analyses qui permettent de déterminer les scénarios de financement pour le transport collectif, dans un contexte de déficit du Réseau de transport de la Capitale (RTC) et de négociation pour un meilleur apport financier du gouvernement du Québec.

#### CRITIQUÉ PAR L'OPPOSITION

Cette ouverture tombe au moment où Québec a déjà annoncé une hausse de la taxe sur l'immatriculation d'au moins 10 \$. Pour le chef de l'opposition officielle, Claude Villeneuve, « Bruno Marchand est dans le magasin de taxes et fait ses emplettes ».

De son côté, il n'imposerait pas une telle taxe.

« C'est un outil fiscal qui va perdre en pertinence au fur et à mesure que les transports vont s'électrifier. »

Le chef non élu de la deuxième opposition, Patrick Paquet, a quant à lui laissé la porte ouverte. « On ne touche pas à la taxe sur l'essence... pour l'instant. » Ce ne serait pas avant 2027, « le temps de faire le ménage à l'intérieur de l'administration du RTC et regarder toutes nos possibilités ».